

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI

PREFECTURE DE KOUSSERI

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE PASSATION
DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

FAR-NORTH REGION

LOGONE AND CHARI DIVISION

DIVISIONAL OFFICE OF KOUSSERI

DIVISIONAL TENDER'S BOARD

Avis de Demande de Cotation N°001/ADC/C-K23/CDPM/2026 du 13/08/2026
Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
Maître d'Ouvrage Délégué : Préfet du Département du Logone et Chari

CPM : Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du Logone et Chari
Exercice budgétaire : 2026

Objet de l'Appel d'Offres : Réhabilitation de la résidence de fonction du Sous-Préfet de l'Arrondissement de Kousseri,
Département du Logone et Chari Région de l'Extrême-Nord

1. Objet de la Demande de Consultation

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public du MINEPAT de l'exercice 2026, le Préfet du Département du Logone et Chari, Autorité contractante lance une consultation pour la réhabilitation de la résidence de fonction du Sous-Préfet de l'Arrondissement de Kousseri, Département du Logone et Chari Région de l'Extrême-Nord.

2. Consistance des prestations

Les prestations de la présente Demande de Cotation comprennent :

- Les travaux préparatoires ;
- La maçonnerie ;
- La charpente et couverture ;
- La plomberie sanitaire ;
- L'électricité ;
- La peinture ;
- Les divers.

3. Allotissement

Les travaux objet du présent appel d'offres s'exécutent en lot unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **quinze millions (15 000 000) FCFA**.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de **deux (02) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte à égalité de conditions, aux Entreprises de droit camerounais intervenant dans le sous-secteur bâtiment et équipements collectifs (BEC), ayant fait l'objet de catégorisation.

7. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINEPAT de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire 22 251 4 33000004 041 523312.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC et dont le montant s'élève à deux cent mille (200 000) francs CFA et le dispositif CDEC ; il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à la Préfecture de Kousséri au Secrétariat Particulier dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.amp.cm)

11. Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier de consultation peut être obtenue aux heures et jours ouvrables à la Préfecture de Kousséri au Secrétariat Particulier, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **quinze mille (15.000) Francs FCFA** payable à la Recette des Finances de Kousséri au titre des frais d'achat du DC. Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DC.

12. Remise des offres

a) L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **07/09/2026** à 14 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde ».

b) Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

c) Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans les fichiers distincts respectant les tailles ci-dessus mentionnées.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de demande de cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier de demande de cotation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un (01) temps et aura lieu le 07-09-2026 14 heures 30 minute par la Commission Départementale du Logone et Chari dans la salle des réunions de la Préfecture de Kousseri.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne (même en cas de groupement) de leur choix dument mandaté et ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect d'au moins 80 % Critères essentiels ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- de l'absence de la soumission de la proposition financière ;
- de l'absence de la capacité financière ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la soumission de la proposition technique ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la compréhension du projet ;
- les preuves d'acceptation des clauses du contrat.

Seules les offres des soumissionnaires ayant obtenu une note technique au moins égale à 80 points sur 100, soit 4/5 seront analysées.

16. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétaire Particulier du Préfet du Département du Logone et Chari (SIGAMP), BP 28 KOUSSERI, téléphone 222 414 222 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO/MOD au numéro

Kousseri, le 13.08.2026

Copies :

- ARMP/EN-MRA (pour publication au JDM)
- DDMAP/LC (pour information)
- DDMINEPAT/LC (pour information)
- PRESIDENT CDPM/LC (pour information)
- AFFICHAGE

Le Préfet du Département du Logone et Chari
(Autorité Contractante)



Mathias TAVEM
Administrateur Civil Principal
Consultant Paix et Sécurité

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI

PREFECTURE DE KOUSSERI

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE PASSATION DES
MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

FAR-NORTH REGION

LOGONE AND CHARI DIVISION

DIVISIONAL OFFICE OF KOUSSERI

DIVISIONAL TENDER'S BOARD

Request for Quotation Notice N° 001/RQN/K23/DTB/2026 of 13/08/2026

Project Owner : MINEPAT

Contract Authority: Logone and Chari Senior Divisional Officer

TB: Divisional Tender's Board of Logone and Chari

Subject : Rehabilitation at the official residence of Kousseri Sub Divisional Officer, Logone and Chari Division, Far North Region

1. Subject of the Request for Quotation

Within the framework of Public Investment Budget of MINEPAT 2026, the Contract Authority hereby launches a consultation for the rehabilitation at the official residence of Kousseri Sub Divisional Officer, Logone and Chari Division, Far North Region.

2. Nature of works

The works subject of this contract includes are described in the estimated and quantitative quote.

3. Tranches/Allotment

The works are subdivided into one lot

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is is fifty million (15 000 000) IATCFA Francs.

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of works subject of this cotation two (02) months. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to small and medium companies of Cameroonian Nationality which possess the required legal, financial and technical abilities.

7. Funding

The works under this cotation shall be financed by Public Investment Budget of MINEPAT Financial year 2026, budget head 22 251 4 33000004 041 523415.

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is on line.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of two hundred (200 000) CFA francs, in accordance with the Order

in force] and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the Open National Call for Tender file may be consulted free of charge during working hours at the Secretariat of the Senior Divisional Officer in Kousseri (The Contracting Authority) as soon as this notice is published. It may equally be consulted online on the **COLEPS platform at the following addresses:** <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the Open National Call for Tender file may be obtained at the Services of the Senior Divisional Officer in Kousseri as soon as this notice is published against the payment of a non-refundable sum of fifteen thousand (15 000) CFA Francs, payable at the Kousseri Public Treasury representing the purchase fees.

12. Submission of bids

The offer shall be transmitted, by the bidder on COLEPS platform no later than **07/09/2026** at 1PM 30 minute A backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above-mentioned indication, within deadlines set. File size and format. For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate files as indicated above at point 12. Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The opening of the bids will take place in one (01) session on **07/09/2026** at **2 PM 30 minute** by the Contract Award Commission of the Delegated Contracting Authority, in the Conference room of the Services of the Senior Divisional Officer in Kousseri, located in the Administrative Quarter of Kousseri.

Only bidders may attend this opening session or appoint one representative of their choice (even in the case of a consortium) who has a thorough understanding of the documents. However, an additional person acting as an interpreter is accepted if necessary. Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than **2 (two) months** old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

The opening of bids must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender File.

15. Evaluation criteria

16.1. Eliminary criteria

The evaluation criteria set the minimum conditions to be met. These include:

- a). Absence of a stamped, dated, signed, and hand-paid bid bond, accompanied by the receipt of deposit with the CDEC at the time of bid opening.
- b). Failure to submit, beyond the 48-hour deadline after bid opening, an administrative file document deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except the bid bond);
- c). False declarations, fraudulent practices, or falsified documents.
- d). Failure to comply with at least 75% of the Essential Criteria;
- e). Failure to submit a sworn statement stating that the project has not been abandoned over the past three years and does not appear on the list of defaulting companies established annually by the ARMP;
- f). Failure to comply with the bid file format;
- g). Absence of a quantified unit price in the Financial Offer; h) Absence of the categorization certification or receipt for the submission of a valid categorization application;
- i). Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
- j) Absence of the dated and signed integrity charter;
- k) Absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- l) Absence of a backup copy in the event of a COLEPS platform malfunction.

16.2. Essential Criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will be based on a binary system (Yes/No) and will include, for information purposes only:

- a) the presentation of the offer;
- b) the qualifications and experience of the company's technical staff;
- c) Methodology – Work execution schedule;
- e) Conditions of acceptance of the contract (CCAP and CCTP initialed, dated, and signed with the words read and approved);
- i) Only bids that obtain at least 75% of "Yes" votes will be admitted to the financial analysis.

17. Award of Contract

The Contracting Authority awards the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts, where applicable.

18. Validity of Bids

Bidders remain bound by their bid for a period of ninety (90) days from the date of bid opening.

19. Additional Information

Additional information may be obtained during business hours from the Public Procurement Department (Tenders Office) in the Divisional Office of Kousseri and in the Projects Division (DEP) near the headquarters building of the Cameroon Red Cross, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on 222016696 or the on

Kousseri, le 13-08-2026

The Logone and Chari Senior Divisional Officer
(Contracting Authority)

COPIES TO:

- ARMP (for publication into JDM)
- DDMPC/LC (for information)
- DDDCAF/LC (for information)
- DDEPRD/LC (for archives)
- PRESIDENT DTB/LC (for information)
- NOTICE BOARD;
- CHRONOS/ARCHIVES

